



Marché n°2025-09



*Service Commun
de
Documentation*

**Abonnement à des
périodiques édités en France
et/ou à l'étranger, imprimés
et/ou électroniques**

**Cahier des Clauses Administratives et
Techniques Particulières (CCATP)**







Marché public – Accord-cadre de services

SOMMAIRE





ARTICLE 1. DÉFINITIONS.....	4
ARTICLE 2. OBJET DU CONTRAT.....	4
2.1. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	4
2.1.1. <i>Objet de la prestation</i>	4
2.1.2. <i>Non-exclusivité</i>	5
2.1.3. <i>Pièces contractuelles</i>	5
2.2. REPRESENTATION DES PARTIES	5
2.2.1. <i>Interlocuteur de l'acheteur</i>	5
2.2.2. <i>Interlocuteur unique du titulaire</i>	5
ARTICLE 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
3.1. NATURE DE LA PRESTATION	6
3.2. DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU CONTRAT.....	6
3.3. PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE.....	6
ARTICLE 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
4.1. DUREE GLOBALE DU CONTRAT	7
4.2. DELAI DE TRAITEMENT DES COMMANDES.....	7
4.3. DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS ET STATISTIQUES	7
4.4. PROLONGATION DES DELAIS	8
ARTICLE 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
5.1. PRIX DU CONTRAT	8
5.1.1. <i>Nature des prix</i>	8
5.1.2. <i>Variation des prix</i>	8
5.1.3. <i>Contenu des prix</i>	8
5.1.4. <i>Initiative du calcul de la variation des prix</i>	8
5.1.5. <i>Evolution du tarif des éditeurs</i>	9
5.1.6. <i>Offres promotionnelles</i>	9
5.1.7. <i>Rabais et remise</i>	9
5.1.8. <i>TVA</i>	9
5.1.9. <i>Détermination du taux de change</i>	9
5.1.10. <i>Clause de sauvegarde</i>	9
5.2. CONDITIONS DE PAIEMENT	10
5.2.1. <i>Avance</i>	10
5.2.2. <i>Paiement des membres du groupement</i>	10
5.2.3. <i>Présentation des demandes de paiement</i>	10
5.2.4. <i>Régime des paiements</i>	11
5.2.5. <i>Remise des demandes de paiement</i>	11
5.2.6. <i>Délai de paiement</i>	11
5.2.7. <i>Factures de réajustement</i>	11
5.2.8. <i>Avoirs</i>	11
ARTICLE 6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	12
6.1. PERIMETRE	12
6.2. PRESTATIONS ATTENDUES.....	12
6.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
6.4. LISTE DES ABONNEMENTS	13
6.5. DEVIS	14
6.5.1. <i>Etablissement du devis</i>	14
6.5.2. <i>Validation du devis</i>	14

ARTICLE 7. RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	15
7.1. CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS	15
7.1.1. Modalités de livraison	15
7.1.2. Lieux de livraison	15
7.1.3. Continuité du service.....	15
7.1.4. Suivi d'exécution du marché	15
7.2. VERIFICATION DES PRESTATIONS	16
7.2.1. Niveau d'obligation prévu au contrat	16
7.2.2. Opérations de vérification du service fait.....	16
7.2.3. Personnes en charge des vérifications des prestations	16
7.2.4. Réclamations	16
7.3. DEVELOPPEMENT DURABLE	17
7.3.1. Clause environnementale.....	17
7.3.2. Communication du BEGES.....	18
7.3.3. Egalité femmes et hommes.....	18
7.3.4. Réemploi et recyclage des produits et matériaux.....	18
7.3.5. Transport décarboné.....	18
7.4. AUTRES STIPULATIONS	18
7.4.1. Clause de réexamen et modifications du contrat.....	18
7.4.2. Dématérialisation du suivi.....	18
ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	19
8.1. OBLIGATIONS COURANTES DU TITULAIRE.....	19
8.1.1. Assurances.....	19
8.1.2. Devoir d'information et de conseil.....	19
8.1.3. Obligation de vigilance	19
8.1.4. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption.....	20
8.1.5. Réparation des dommages.....	20
8.1.6. Sous-traitance.....	21
8.2. OBLIGATIONS LIEES A LA CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	21
ARTICLE 9. LITIGE ET SANCTIONS.....	21
9.1. PENALITES	21
9.2. AUTRES STIPULATIONS	22
9.2.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	22
9.2.2. Règlement des différends	22
9.2.3. Résiliation pour faute	22
9.2.4. Tribunal compétent.....	23
ARTICLE 10. FIN DU CONTRAT.....	23
10.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	23
10.2. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	23
10.3. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION	23
10.4. GARANTIE	23
ARTICLE 11.DEROGATIONS.....	23

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Abonnement à des périodiques édités en France et/ou à l'étranger imprimés et/ou électroniques
	Acheteur	Université Rennes 2
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Durée	48 mois
	Nature des prix	Prix unitaires

ARTICLE 1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

ARTICLE 2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

2.1.1. Objet de la prestation

Le contrat porte sur les prestations suivantes : la gestion et la fourniture d'abonnements à des journaux, revues, périodiques et publications en série d'informations générales et à des revues, périodiques et publications en série spécialisés, majoritairement dans le domaine des Sciences humaines et sociales (supports imprimés et/ou électroniques – français et étrangers).

L'Université Rennes 2 est adhérente du consortium COUPERIN.

L'Université Rennes 2 est une Université « tertiaire à dominante Sciences Humaines et Sociales » organisée autour de 5 UFR (Unité de Formation et de Recherche), elles-mêmes subdivisées en départements et laboratoires de recherche :

- UFR Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS),
- UFR Arts, Lettres, Communication (ALC),
- UFR Langues,
- UFR Sciences Sociales,
- UFR Sciences Humaines.

Elle comprend également des Services Communs et Centraux. L'ensemble constitue les composantes de l'Université Rennes 2.

2.1.2. Non-exclusivité

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. L'acheteur se réserve la possibilité de faire appel à d'autres fournisseurs pour répondre à ses besoins dans les conditions suivantes :

- Les bases de données, bouquets électroniques,
- Les abonnements fournis par groupements de commandes ou dans le cadre du Consortium,
- Les périodiques que le titulaire se trouve dans l'impossibilité de fournir hors de son fait (il doit en aviser l'Université Rennes 2 de façon expresse et en temps opportun), ou pour lesquels il est dans l'incapacité de communiquer un tarif après demande de devis,
- Les mises à jour fournies uniquement par l'éditeur,
- Les documents rares non fournis par le titulaire et tout document quel qu'en soit son support ne relevant pas du circuit normal de distribution (suites, publications sans rythme de parution, en « commandes permanentes »).

2.1.3. Pièces contractuelles

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Ces documents sont réputés parfaitement connus du titulaire du marché qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

2.2. Représentation des parties

2.2.1. Interlocuteur de l'acheteur

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Les décisions engageant l'acheteur pourront être prises par la ou les personnes désignées par les acheteurs dans le cadre de l'exécution du marché. Par dérogation à l'article 3.3 2ème alinéa du CCAG-FCS, toute décision écrite sera signée par l'acheteur sauf habilitation de la ou les personnes désignées par l'acheteur.

2.2.2. Interlocuteur unique du titulaire

Le titulaire désigne dès le début du contrat un interlocuteur unique responsable de la conduite du marché, et en communique, dès prise d'effet du marché les coordonnées (nom, prénom, titres,

téléphone, mail) à l'acheteur.

Ce correspondant sera facilement joignable, aux horaires de travail (de 8h à 12h et de 14h à 18h, du lundi au vendredi) par téléphone et courrier électronique, tant pour le suivi administratif, commercial et contractuel du marché, que pour celui des factures.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur (achatsmarches@univ-rennes2.fr) et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

3.1. Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

3.2. Décomposition de la prestation et forme du contrat

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition pour les motifs suivants : impossible d'identifier des prestations distinctes.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum pour la durée totale de l'accord-cadre est fixé à : 700 000 € HT.
A titre indicatif, le montant estimatif des dépenses annuelles est de 150 000 € HT.

3.3. Présentation des bons de commande

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- référence du marché,
- identification, adresse et coordonnées du service émetteur,
- lieu et adresse de livraison des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation, référence des produits (titre complet, ISSN, format si ISSN commun) et quantités des prestations,
- période concernée par l'abonnement,
- délais maximums de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total € HT et TTC.

Seuls les bons de commande émis et signés par les personnes habilitées par l'acheteur devront être acceptés par le titulaire.

Le bon de commande est adressé sous format dématérialisé. Le titulaire devra considérer comme

nulle, toute commande orale ou toute commande émanant d'une personne non habilitée à le faire.

Les bons de commande principaux sont émis en janvier de l'année civile considérée et peuvent être complétés par des bons pour de nouveaux titres.

Les bons de commande peuvent être émis au titre du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché. Le délai d'exécution des prestations est celui sur lequel le candidat s'est engagé dans son offre.

ARTICLE 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4.1. Durée globale du contrat

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-FCS, le contrat est conclu pour une durée de **48 mois** à compter du **1^{er} septembre 2025** ou de sa date de notification si elle est postérieure.

Le marché sera reconductible tacitement 3 fois 1 an, soit une durée totale de 4 années.

Le titulaire est informé de la volonté de l'acheteur de ne pas reconduire le marché au plus tard 4 mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire du marché est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la prise d'effet de la décision de non reconduction.

4.2. Délai de traitement des commandes

A compter de la date de parution du périodique, le délai de traitement des commandes par le titulaire sera au maximum de :

- 5 jours ouvrés maximum pour un périodique français au format papier ou électronique,
- 10 jours ouvrés maximum pour un périodique étranger au format papier ou électronique.

Le titulaire pourra s'engager sur ces des délais plus courts dans son offre et sera alors tenus par ceux-ci. En cas de non-respect de ces délais, il pourra être fait application des pénalités prévues au présent CCATP.

4.3. Délais de remise des documents et statistiques

Le titulaire devra remettre, à chaque date anniversaire, un rapport (au format *.xls) comportant les informations suivantes relatives à l'année N-1 :

- Un état général détaillé des commandes indiquant à minima :
 - o le nombre de commandes par service,
 - o le volume financier correspondant,
 - o le récapitulatif des incidents et réclamations
- Le récapitulatif des abonnements par titre et par service
- Les données financières d'exécution du marché ;
- Le récapitulatif des incidents, de leur traitement et de leur délai de résolution
- Le montant global des commandes ainsi que la répartition par service,
- Le nombre de livraisons et les quantités par livraison,
- La quantité de gaz à effet de serre émise par livraison,
- Le montant moyen de commande,
- Le nombre de réclamations (produits défectueux ou non-satisfaisants),
- Le délai moyen de réponse dans le cadre du SAV.

Ces éléments pourront être mis à la disposition de l'acheteur via son site internet.

L'acheteur peut demander la transmission de statistiques complémentaires pendant l'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire dispose d'un mois maximum pour les transmettre à compter de la demande par l'acheteur.

4.4. Prolongation des délais

Par application de l'article 13.3 du CCAG-FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur.

ARTICLE 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

5.1.1. Nature des prix

Les prix du contrat sont **unitaires**, ils seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

5.1.2. Variation des prix

Les prix du contrat sont **révisables selon un barème d'ajustement** du titulaire.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le taux de remise et/ou de commission, sur lequel le titulaire s'engage dans son offre, pourra être revu uniquement à la hausse, à chaque date anniversaire du présent accord-cadre.

Dans ce cas, il devra être communiqué par le titulaire à l'acheteur, au plus tard 1 mois avant la date anniversaire de l'accord cadre, et prendra effet au premier jour du mois anniversaire du marché.

5.1.3. Contenu des prix

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, manutention, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le prix fera apparaître :

- les tarifs officiels des éditeurs franco de port en vigueur au moment de l'offre en €, les taux de change utilisés ;
- les taxes y compris douanières,
- les commissions éventuelles et les remises consenties.

Le titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur le prix aux représentants de l'acheteur qui en feraient la demande.

5.1.4. Initiative du calcul de la variation des prix

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

5.1.5. Evolution du tarif des éditeurs

Le prix des abonnements est ajustable en fonction de l'évolution du tarif des éditeurs et de l'évolution du taux de change entre l'euro et les autres monnaies. L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

L'engagement du titulaire porte sur la fourniture des abonnements à compter de janvier 2026. Les offres seront établies par conséquent sur la base des tarifs éditeurs correspondant à cette période.

Le prix d'abonnement d'un titre peut subir un ajustement du fait de l'éditeur. Dans ce cas, le titulaire du marché doit en informer sans délai l'acheteur.

5.1.6. Offres promotionnelles

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

5.1.7. Rabais et remise

Les prix du contrat sont traités sur la base des taux de rabais ou de majorations appliqués au catalogue des tarifs en vigueur du titulaire annexé à l'acte d'engagement.

5.1.8. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.1.9. Détermination du taux de change

Pour les périodiques édités hors zone euro, le taux de change est déterminé de la façon suivante : le taux de change retenu sera le cours moyen de la Banque de France du mois précédent la date d'émission de la facture :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/taux-et-cours/les-taux-de-change-salle-des-marches/parites-moyenne-mensuelle>

Les prix des éditeurs hors zone euro seront convertis en euros. Le taux de change devra être indiqué sur les factures adressées à l'Université Rennes 2.

5.1.10. Clause de sauvegarde

Si l'augmentation annuelle globale des prix nets des abonnements est supérieure à 3 %, hors modification d'ordre législatif ou réglementaire, le représentant du PA habilité se réserve le droit de ne pas renouveler le marché.

5.2. Conditions de paiement

5.2.1. Avance

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

5.2.2. Paiement des membres du groupement

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

5.2.3. Présentation des demandes de paiement

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour et entraînera une suspension du délai de paiement.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Le titulaire devra avertir sans délai les acheteurs de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile en s'adressant à servicefacturier@univ-rennes2.fr et achatsmarches@univ-rennes2.fr.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le titulaire au titre du présent marché doit obligatoirement comporter les mentions suivantes sous peine de rejet :

- le numéro du bon de commande (BC) de l'Université Rennes 2, à 10 chiffres commençant par 45 (ex : 4500....),
- la référence SIFAC du marché (communiquée au titulaire du marché dans le courrier de notification),
- le numéro du lot concerné (le cas échéant),
- l'adresse de livraison de la commande,
- la date et le numéro de facture,
- le taux et le montant de la TVA,
- le numéro de TVA intracommunautaire,
- le RIB ou l'IBAN,
- le numéro SIRET, forme juridique et capital du créancier,
- les nom, raison sociale et adresse du créancier,
- la nature, la quantité et le prix € HT et TTC des éléments facturés,
- le cas échéant, l'application des réfections, rabais ou remises,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur, le montant des prestations effectuées,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix.
- les dates d'effet de l'abonnement,

- les désignations, références et quantités de la fourniture livrée : titre – ISSN – l'année, le volume, fascicule, la période d'abonnement, le support, tarif éditeur en euros, le cas échéant dans la valeur initiale en devise,
- le montant détaillé en euros HT et en euros TTC, éventuellement ajusté ou remis à jour, le cas échéant, la devise d'origine, le taux de change et le taux et montant de TVA appliqué.

5.2.4. Régime des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

5.2.5. Remise des demandes de paiement

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- le **numéro SIRET de l'Université Rennes 2** : 19350937900015,
- le **numéro d'engagement** : la référence du bon de commande (débutant par 4500...),
- le **numéro SIFAC** du marché (**communiqué au titulaire du marché dans le courrier de notification**).

Le titulaire devra avertir sans délai l'Université Rennes 2 de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile en s'adressant à servicefacturier@univ-rennes2.fr et achatsmarches@univ-rennes2.fr.

5.2.6. Délai de paiement

Les factures seront payées, sous réserve de conformité et après service fait, dans un délai de 30 jours à compter de leur date de réception par l'Université Rennes 2.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage, conformément à l'article R2192-31 du CCP.

5.2.7. Factures de réajustement

Des factures de réajustement peuvent être adressées à l'acheteur en cours d'année d'exécution. Ces réajustements correspondent aux éventuelles variations du prix non connus des abonnements au moment de l'établissement de la première facture, et aux abonnements supplémentaires pris en cours d'années.

Ces factures sont envoyées selon les mêmes conditions et comportent les mêmes mentions que les factures annuelles. Ces factures devront être **émises au plus tard le 5 novembre** de l'année d'émission de la facture principale. Passé ce délai, le titulaire encourt des pénalités fixées au présent CCATP.

5.2.8. Avoirs

Au cas où un périodique déjà facturé ne pourrait pas être livré ou ne serait pas accessible par voie électronique, un avoir incluant la TVA sera établi au profit de l'acheteur.

Le prolongement d'abonnement d'un numéro n'est pas accepté.

L'avoir devra correspondre au prix du numéro non fourni proratisé sur la base du prix global de l'abonnement (1/12 pour un mensuel, 3/12 pour un trimestriel, etc.).

Les avoirs devront être établis avec les mêmes précisions que celles demandées pour les factures et en faisant référence à la facture d'origine. Cependant, l'acheteur se réserve le droit d'imputer ces avoirs sur toute autre facture émise par le titulaire en application du marché.

A la date du 31 décembre, tout périodique facturé pendant l'année N et qui n'aurait pas été livré, pourra faire l'objet d'un avoir, sur demande du SCD suite à réclamation, ou à défaut à l'initiative du titulaire.

Tout autre avoir peut être envoyé en cours d'année et intégré à la facture suivante ou sous forme d'ordre de recette lors de la dernière année de validité du marché.

En tout état de cause, les avoirs devront être envoyés à l'Université Rennes 2 dans les meilleurs délais.

En cas de litige, la charge de la preuve de la livraison revient au titulaire.

ARTICLE 6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

6.1. Périmètre

Les prestations d'abonnements devront être conformes aux stipulations du présent accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les abonnements souscrits portent sur les fascicules réellement publiés et commercialisés pendant l'année de souscription.

Les publications en série fournies seront conformes aux usages du commerce de la librairie ; les fascicules ayant des pages manquantes, des impressions, des brochages, des reliures défectueux, seront retournés, même estampillés, aux frais du titulaire pour échange.

6.2. Prestations attendues

Les prestations attendues sont :

- Gestion des abonnements service par service et titre par titre : suivi des échéances et renouvellements des abonnements, incluant la centralisation et la passation de toutes les commandes, souscription et paiement des abonnements aux éditeurs ou diffuseurs, suivi des résiliations d'abonnements, traitement des commandes de nouveaux abonnements ;
- Mise à disposition de l'acheteur d'un service de suivi des commandes, ainsi que d'un service de facturation réactifs et disponibles, avec des interlocuteurs spécifiques, prévus pour l'exécution du présent marché, et parlant couramment français, dans les conditions précisées dans le **CRTA (Annexe 2)** ;
- Activation des accès pour les abonnements aux périodiques numériques ou assistance à l'activation des accès, tout service ou matériel d'accompagnement prévu dans l'abonnement gratuit ou payant ; Le prestataire doit s'assurer auprès des éditeurs que ces derniers sont en capacité de fournir un accès à la ressource compatible avec les modalités d'accès à distance proposées par le client, à savoir une gestion des accès via EZproxy et Shibboleth.
- Fourniture d'une information bibliographique fiable (*changements, fusions ou scissions de titre, modification des modes, périodicités ou supports de parution, suppléments, hors-séries et les modalités de leur acquisition, retard et cessation de parution, et toute autre actualité éditoriale relative au portefeuille d'abonnements des différents services de l'Université Rennes 2, etc.*) ainsi qu'une aide à la recherche documentaire et des conseils visant à rationaliser les abonnements ;
- Accès à une base ou un service de gestion en ligne ergonomique et fonctionnel dont les informations et fonctionnalités seront détaillées par le titulaire en Annexe 2 - CRTA, incluant la formation à cette base ou service en ligne ;

- Gestion et suivi des réclamations auprès des éditeurs et diffuseurs avec communication systématique et dans les meilleurs délais aux services (SCD ou services concernés), de l'évolution du traitement de la réclamation (Annexe 2 - CRTA) ;
- Fourniture de statistiques générales (récapitulatifs des abonnements par titre et par service ; données financières d'exécution du marché ; récapitulatifs des incidents, de leur traitement et de leur délai de résolution) ;

6.3. Obligations du titulaire

Le titulaire :

- assure la continuité des abonnements existants ;
- assure la mise en place rapide et efficace des nouveaux abonnements ;
- informe sans délai l'acheteur des modifications dans son portefeuille d'abonnements (changement de titre, de politique des éditeurs et de tarification, etc., intervenant en cours d'exécution du marché) ;
- aligne chaque année, les échéances des abonnements de l'acheteur au 31 décembre, sous réserve de l'acceptation des éditeurs ;
- assure le rôle d'intermédiaire unique entre l'acheteur et les éditeurs ;
- gère les réclamations (numéro manquant, numéro abîmé, problème d'accès à une revue électronique, ...).

6.4. Liste des abonnements

A titre indicatif et sans valeur contractuelle, une liste de titres prévus par le marché figurent dans **l'Annexe A « Panier type »**. Cette liste n'est pas exhaustive mais représente un échantillonnage représentatif des abonnements souscrits par les différents services de l'acheteur au cours du marché précédent.

Le titulaire met à disposition du client, dans le cours du 1er trimestre de chaque année, un listing exhaustif des abonnements directement ou via l'outil de gestion en ligne. Ce document devra comporter par compte client et pour les différents titres de revues l'ensemble des éléments suivants :

- Le titre complet ;
- Le numéro ISSN, le pays d'édition, l'éditeur, le nombre de fascicules prévus dans l'abonnement ;
- Le prix éditeur en euros HT par titre et pour chaque support ;
- Les taux et montants de TVA ;
- La quantité d'abonnements souscrits ;
- La date d'échéance de l'abonnement en cours et/ou le dernier volume ou numéro à servir ;
- La référence ou le numéro d'abonné attribué par l'éditeur ;
- Le(s) taux de remise consentis à l'Université Rennes 2 et/ou les frais de gestion pratiqués (**annexe 1 – Cadre financier**) ;
- Le prix en euros HT et TTC après application de la remise et/ou des frais de gestion ;
- Le destinataire de l'abonnement ;
- Le lieu de livraison ;
- L'indication du couplage papier/numérique souscrit, de combinaison le cas échéant ;
- La date de début et de fin d'abonnement ;
- Les données de facturation, le cas échéant.

Pour les abonnements électroniques, l'état complet doit en outre comporter les éléments suivants :

- numérique seul ;
- papier + numérique (au tarif papier) ;
- papier + numérique (avec surcoût par rapport au tarif papier) ;
- numéro d'abonné attribué par l'éditeur.

Si ces états complets ne peuvent contenir les informations pré-listées, celles-ci devront obligatoirement être transmises aux composantes par tout autre moyen écrit (catalogue ou service de gestion en ligne, information par mail, etc).

En cas de retard dans la production de ces états, l'Université Rennes 2 se réserve le droit d'appliquer des pénalités prévues au présent CCATP.

Sur la base de ces états complets, le représentant de l'acheteur déterminera les abonnements souhaités pour l'année suivante et en communiquera la liste au titulaire dans le courant du 3^{ème} trimestre. Il aura la charge d'établir un devis conforme aux spécifications du présent CCATP.

6.5. Devis

6.5.1. Etablissement du devis

Le titulaire établit un devis pour les services de l'acheteur.

Pour chaque titre, ce devis devra comprendre les éléments suivants :

- le titre complet ;
- le numéro ISSN, le pays d'édition, l'éditeur ;
- le nombre de fascicules par abonnement ;
- la période couverte par l'abonnement, les volumes ou numéros à servir dans l'abonnement ;
- les éléments de gestion des abonnements (adhésion, combinaison, hors-série et numéros spéciaux compris ou non) ;
- les formats (papier, numérique, couplage) ;
- le prix unitaire en € HT ;
- les taux et montants de TVA ;
- la quantité d'abonnements ;
- le taux de remise consenti à l'acheteur et/ou frais de gestion éventuellement pratiqués ;
- le prix en € HT et TTC après application de la remise et/ou des frais de gestion ;
- le récapitulatif du nombre d'abonnements.

L'acheteur attend du titulaire un tarif correspondant au tarif éditeur de l'année N+1. A défaut, le titulaire avise l'acheteur de la nature du tarif indiqué.

Les délais attendus de production par le titulaire des devis sont les suivants :

- au plus tard le 1^{er} décembre de l'année précédant le début de l'abonnement.
- 15 jours calendaires après la demande de devis pour toute autre commande.

Les services de l'acheteur s'efforceront de limiter les commandes d'abonnements nouveaux en dehors de ces périodes de renouvellement pré définies. Toutefois, des abonnements pourront survenir notamment sur le premier trimestre de l'année. Dans ce cas, le titulaire s'engagera à faire **aligner la période de ces abonnements sur ceux du listing initial selon accord de l'éditeur**.

Tout retard dans la production d'un devis pourra faire l'objet des pénalités prévues au présent CCATP.

Tout périodique qui ne pourrait faire l'objet d'un chiffrage par le titulaire est réputé comme ne pouvant pas être fourni par ses services, l'Université Rennes 2 peut alors décider de ne pas confirmer l'abonnement.

6.5.2. Validation du devis

En réponse à une commande, l'acheteur attend du titulaire :

- un accusé de réception écrit (mail) dès la réception de la commande ;
- le suivi du devis et de la commande, effectué par l'interlocuteur désigné par le titulaire. Cet interlocuteur devra être capable à tout moment de préciser à l'acheteur l'état des commandes en cours.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES PRESTATIONS

7.1. Conditions de réalisation des prestations

7.1.1. Modalités de livraison

Les produits sont livrés à l'adresse de livraison indiquée sur le bon de commande.

Les fournitures seront expédiées, sous la responsabilité totale du titulaire, et ce même s'il n'exécute pas lui-même l'expédition des fournitures. Elles sont livrées franco de port et toutes taxes comprises - y compris douanières - et exclusivement à l'adresse de livraison mentionnée sur le bon de commande.

Le délai de livraison précisé par le titulaire en Annexe 2 - CRTA, court à compter de la date de parution du titre. Ce délai s'entend en jours calendaires et inclut les périodes de congés.

Toute difficulté en lien avec la livraison doit être communiquée par le titulaire à l'acheteur sans délai.

7.1.2. Lieux de livraison

7.1.2.1. Périodiques imprimés

Les périodiques imprimés devront être livrés à l'adresse indiquée sur le bon de commande. Les lieux concernés sont les suivants :

Campus / Site	Adresse	CP	Ville
Campus Villejean	Place du Recteur Henri Le Moal - CS 24307	35043	RENNES
Campus La Harpe	Avenue Charles Tillon	35044	RENNES
Archives de la Critique d'Art	4 Allée Marie Berhaut	35000	RENNES
Campus Ker Lann	Avenue Robert Schuman	35170	BRUZ
Campus Mazier	2 Avenue Antoine Mazier	22015	SAINT-BRIEUC

Il est précisé que ces lieux pourront évoluer en cours d'exécution du présent marché.

7.1.2.2. Périodiques électroniques

Pour les abonnements électroniques, l'exécution du service est réputée réalisée lorsque l'accès au contenu est effectif.

Le titulaire concourt à la mise en place des accès et à l'obtention des contrats de licences dans les conditions indiquées à l'Annexe 2 - CRTA :

- Soit en décrivant précisément en français, les démarches nécessaires à l'ouverture des accès, dès le début de l'échéance de l'abonnement,
- Soit en effectuant lui-même les démarches. A ces fins, le titulaire demandera au service de gestion des périodiques toutes les informations nécessaires à la mise en place de ces accès : adresses IP, FTE (effectifs étudiants), etc. ...

7.1.3. Continuité du service

Le titulaire du marché garantit la continuité du service y compris après l'expiration du présent marché : en particulier, le suivi d'un abonnement renouvelé avant le 31 août de l'année d'expiration du marché, est assuré par le titulaire après cette date, et pendant toute la durée de l'abonnement. Les conditions d'exécution, de livraison et de facturation s'appliquent pendant toute la durée de l'abonnement.

7.1.4. Suivi d'exécution du marché

Le suivi des abonnements par le service du titulaire est décrit en Annexe 2 - CRTA.

Il n'est pas prévu de reconduction tacite des abonnements.

7.2. Vérification des prestations

7.2.1. Niveau d'obligation prévu au contrat

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Le titulaire est tenu de respecter les délais contractuels ainsi que sur lesquels il s'est engagé dans son offre.

Le titulaire s'engage à assurer toute prestation qu'il aura proposée et qui aura été validée par l'acheteur, il est tenu à une obligation de résultat.

En cas de non-respect des obligations contractuelles, des pénalités pourront être appliquées telles que définies au présent CCATP.

7.2.2. Opérations de vérification du service fait

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service (examen sommaire).

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-FCS, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission ou de rejet sont effectuées par le service destinataire de la livraison ou le représentant de l'acheteur.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes à la commande (pages manquantes, défaut de pagination, documents abîmés, défaut d'impression, ...) sont retournés au titulaire, aux frais de celui-ci, qui a charge complète de les remplacer également à ses frais dans les délais et selon les modalités prévues dans le marché.

Tout document non conforme au bon de commande et/ou au bon de livraison sera refusé de plein droit.

7.2.3. Personnes en charge des vérifications des prestations

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par chaque bon de commande.

7.2.4. Réclamations

7.2.4.1. Réclamations de l'acheteur auprès du titulaire

Tout retard, défaut de réception, numéro incomplet, défectueux ou accès inopérant, fait l'objet d'une réclamation auprès de l'interlocuteur unique francophone et / ou le service de gestion en ligne mis à disposition par le titulaire.

Pour ce faire, le titulaire met à disposition de l'acheteur un service disponible et joignable par

téléphone et par courriel aux heures ouvrées de l'Université Rennes 2 et un service de réclamations en ligne.

Le titulaire accuse réception de la réclamation par courriel ou sur son service de réclamation en ligne auprès du demandeur, dans un délai maximum de 3 jours ouvrés.

Passé ce délai, le titulaire encourt des pénalités fixées au présent CCATP.

7.2.4.2. Réclamations du titulaire auprès de l'éditeur

Les délais de traitement de réclamations sont de 8 jours calendaires maximum. Le titulaire peut s'engager sur des délais plus courts en Annexe 2 – CRTA et sera alors tenu par ceux-ci.

Les délais de traitement comprennent l'accusé de réception envoyé par le titulaire au service demandeur, la réclamation transmise à l'éditeur, et la preuve de la réclamation retournée au service demandeur.

Passé ce délai, le titulaire encourt des pénalités fixées au présent CCATP.

7.2.4.3. Remplacement des numéros de périodiques suite à réclamation

A compter de la date de réception de la réclamation émise par un service de l'acheteur, le titulaire remplace, sans frais supplémentaires, les numéros de périodiques manquants dans les délais maximums suivants :

- le mois suivant la demande du service pour tous les périodiques français,
- les 2 mois suivants la demande du service pour l'ensemble des périodiques étrangers.

Concernant l'accès en ligne à une version électronique d'un périodique, l'accès au titre sera rétabli dans les 7 jours maximum suivant la date de la réclamation.

Passé ce délai, le titulaire encourt des pénalités fixées au présent CCATP.

Si le titulaire ne peut répondre à la demande, que le périodique soit définitivement épuisé ou qu'il soit temporairement indisponible, il devra en informer impérativement par voie électronique le service émetteur du bon de commande, dans les plus brefs délais, en précisant la raison.

Tout document envoyé par erreur à l'acheteur (fin d'abonnement non prise en compte, double, erreur dans l'abonnement) ne pourra être réclamé.

7.3. Développement durable

7.3.1. Clause environnementale

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

Le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations du marché. Il rend compte, à la demande de l'acheteur, des actions réalisées afin de réduire son empreinte environnementale en matière :

- d'hébergement et de tri de données,
- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne,
- de gestion des courriels raisonnée,
- du recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché.

7.3.2. Communication du BEGES

Dans le cadre de la circulation n°6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'Etat, l'acheteur mobilise une condition d'exécution relative à l'article L229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

7.3.3. Egalité femmes et hommes

Le titulaire s'engage à respecter l'égalité entre les femmes et hommes dans l'exécution du contrat. Il doit mettre en œuvre des actions concrètes visant à garantir l'égalité de traitement, proscrire toute discrimination, veiller à l'égalité salariale et encourager la mixité à tous les niveaux de responsabilité. A cette fin, l'acheteur se réserve la possibilité de demander au titulaire son dernier bilan social et son index de l'égalité si ses effectifs sont supérieurs à 50 salariés.

7.3.4. Réemploi et recyclage des produits et matériaux

Les prestations objet du contrat rentrent dans le cadre des obligations liées à la loi n°2020-105 Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC). Le titulaire s'engage à respecter les obligations en matière d'utilisation de produits réemployés, réutilisés ou intégrant des matières recyclées prévues au contrat. A cette fin, il fournit tous les justificatifs permettant d'attester le respect de ces obligations.

7.3.5. Transport décarboné

Le titulaire s'engage à privilégier dans la mesure du possible le recours au transport décarboné pour la livraison des produits nécessaires à la réalisation des prestations objet du contrat. A cette fin, il doit fournir les justificatifs attestant de l'utilisation de moyens de transport respectueux de l'environnement tels que les véhicules électriques, hybrides, à faibles émissions, covoiturage ou le transport ferroviaire lorsque cela est possible.

7.4. Autres stipulations

7.4.1. Clause de réexamen et modifications du contrat

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par avenant après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

7.4.2. Dématérialisation du suivi

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil

acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligations courantes du titulaire

8.1.1. Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra justifier, dans les 5 jours calendaires à dater de la notification d'attribution provisoire du marché et avant tout commencement d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution et du paiement des primes.

Ces assurances doivent être suffisantes ; elles doivent être illimitées pour les dommages corporels.

Les franchises souscrites par les sociétés restent à leur charge exclusive.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Toute modification des clauses devra être signalée à l'Université Rennes 2 par tout moyen permettant d'en apporter une preuve certaine.

8.1.2. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

8.1.3. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;

- sa nationalité ;
 - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- 3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).
- 4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).
- 5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :
- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
 - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

8.1.4. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

8.1.5. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

8.1.6. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

8.2. Obligations liées à la confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

ARTICLE 9. LITIGE ET SANCTIONS

9.1. Pénalités

Les pénalités définies ci-après pourront être cumulatives.

Les pénalités, si elles sont appliquées, seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire à l'Université Rennes 2 postérieurement au constat du manquement, ou par l'émission d'un titre de recettes par l'Université.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à **1000 € HT**.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS :

- les pénalités pourront être appliquées sans mise en demeure préalable en fonction de l'origine du manquement et des circonstances,
- les pénalités de retard forfaitaires ci-dessous sont prévues au titre du présent accord-cadre :

Pénalité	Délai	Montant
Retard dans la transmission des états de réabonnements	au cours du 1 ^{er} trimestre de chaque année	50€ par jour ouvré
Retard dans la transmission d'un devis	- au plus tard le 1 ^{er} décembre de l'année précédant le début de l'abonnement. - 15 jours calendaires après la demande de	50€ par jour ouvré

	devis pour toute autre commande.	
Retard dans le traitement d'une réclamation auprès du titulaire	3 jours ouvrés maximum	10€ par jour ouvré
Retard dans le traitement d'une réclamation auprès de l'éditeur	8 jours ouvrés maximum	10€ par jour ouvré
Retard dans le remplacement d'un numéro suite à réclamation – FORMAT PAPIER	- le mois suivant la demande de l'acheteur pour tous les périodiques français, - les 2 mois suivants la demande de l'acheteur pour l'ensemble des périodiques étrangers.	10€ par jour ouvré
Retard dans le remplacement d'un numéro suite à réclamation – FORMAT ELECTRONIQUE	dans les 7 jours ouvrés maximum	10€ par jour ouvré
Retard dans le traitement des commandes	- 5 jours ouvrés maximum pour un périodique français, - 10 jours ouvrés maximum pour un périodique étranger	10€ par jour ouvré
Retard dans la transmission des factures de réajustement	au plus tard le 5 novembre de l'année d'émission de la facture principale	10€ par jour ouvré
Retards répétés dans les livraisons	selon les délais indiqués au CRTA	10€ par titre
Retard dans l'exécution financière (émission avoirs et factures ou dysfonctionnements répétés)	selon les délais indiqués au CRTA	50€ par jour ouvré

9.2. Autres stipulations

9.2.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

9.2.2. Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivants du CCP) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

9.2.3. Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

En outre, en application de l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier le marché, sans indemnité, en cours d'exécution, sans mise en demeure :

- si les délais de livraison ne sont pas respectés ;
- en cas de modification exceptionnelle des conditions du marché ;
- en cas de manquement grave du titulaire à ses obligations, et notamment en cas de défaut d'information concernant les variations de prix ainsi que de défauts réitérés de suivi des fournitures entraînant de graves ruptures de collection.

En cas de résiliation, le titulaire du marché demeurera lié à l'Université Rennes 2 pour les prestations qui resteraient à servir.

9.2.4. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Rennes

3 Contour de la Motte

35044 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Site internet : rennes.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

ARTICLE 10. FIN DU CONTRAT

10.1. Propriété intellectuelle

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

10.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

10.3. Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

10.4. Garantie

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

ARTICLE 11. DEROGATIONS

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

Articles CCATP	Articles CCAG-FCS
2.2.1	3.3
4.1	13.1
7.2.2	27
8.1.1	9.2
9.1	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
11	1.2

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.

 Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :
[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)